Document generated on 07/15/2025 8:10 p.m.

International Review of Community Development
Revue internationale d'action communautaire

L'intégration de la nouvelle immigration à la société québécoise : facteurs facilitants, difficultés et stratégies. Table ronde

Integration of the new wave of immigrants into Quebec society: facilitating factors, difficulties and strategies. Round table

La integración de la nueva inmigración a la sociedad del Quebec: factores facilitadores, dificultades y estrategias. Mesa redonda

Number 31 (71), Spring 1994

Identités et nouveaux rapports sociaux dans les sociétés pluriethniques

URI: https://id.erudit.org/iderudit/1033776ar
DOI: https://doi.org/10.7202/1033776ar

See table of contents

Publisher(s)

Lien social et Politiques

ISSN

0707-9699 (print)
2369-6400 (digital)

Explore this journal

Cite this article

(1994). L'intégration de la nouvelle immigration à la société québécoise : facteurs facilitants, difficultés et stratégies. Table ronde. *International Review of Community Development / Revue internationale d'action communautaire*, (31), 17–32. https://doi.org/10.7202/1033776ar

Article abstract

Social stakeholders reviewed the facilitating factors, difficulties and strategies that mark the integration of minorities of the "new wave of non-European immigrants". Notwithstanding diverse views and experience, common problems are observed. The newcomers' first challenge is to redefine their identity and social relationships in a new, much more individualistic context. Among long-established minorities in the country (blacks in particular), the first problem to arise is equal access to resources and power; colour remains a barrier in spite of the attenuation of cultural differences. The identity profile changes from generation to generation since Pan-American models and broader identities (of culture or colour) bring young people of different origins closer together.

Tous droits réservés © Lien social et Politiques, 1994

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

L'intégration de la nouvelle immigration à la société québécoise : facteurs facilitants, difficultés et stratégies

Table ronde

On parle de plus en plus de « nouvelle immigration » pour qualifier les populations de souche non européenne qui se sont installées dans les pays du nord ces vingt-cinq dernières années. On estime que ces populations formeront près de 40 % de la population canadienne en l'an 2026. Il en va de même au Québec, où, de 1981 à 1990, l'immigration la plus importante est venue de l'Asie (102 516 ressortissants, en particulier du Moyen-Orient, de l'Asie du Sud-Est, de la Chine et de Hong Kong), en second lieu des Amériques (58 913, contingent dominé par l'immigration haïtienne, au nombre de 22 001, suivie de l'immigration d'Amérique centrale et des États-Unis), et enfin de l'Europe (49 936) et de l'Afrique (22 907)[1].

Les premières vagues de cette nouvelle immigration sont arrivées au Canada à la fin des années soixante, après que le pays eut levé les restrictions qui s'appliquaient à la population non blanche[2]. Ces premiers arrivants étaient hautement qualifiés, de fait beaucoup plus qualifiés que la population née au Canada. Une fois établis, ils ont pu parrainer les membres de leur famille indépendamment du niveau de qualification de ces derniers, ce qui a donné lieu à une bipolarisation de l'immigration non européenne en termes de qualification et de scolarisation. Durant les années quatre-vingt, l'accueil par le Québec de réfugiés originaires de pays où l'influence francophone avait été marquante (notamment Haïti, le Liban, le Vietnam et le Kampuchea) a donné encore plus d'ampleur à ce mouvement de diversification de l'immigration.

Cette table ronde veut donner une vue générale de l'ensemble des facteurs sociaux qui influent sur l'intégration des minorités de souche non européenne, couramment appelées « minorités visibles » dans la société québécoise. En particulier, nous avons insisté sur le passage de la culture du pays d'origine à celle du pays d'accueil, puis sur les problèmes liés à la discrimination et

au racisme, qui correspondent à deux moments de l'insertion dans la société d'accueil. Dans chacun des cas, nous avons demandé aux participants de préciser les stratégies que leur communauté avait développées, ainsi que leur vision de l'avenir.

Les personnes qui ont participé à cette table ronde ont été choisies pour représenter la pluralité des communautés de souche non européenne établies au Québec. Ainsi, des intervenants d'origine antillaise, chilienne, guatémaltèque, vietnamienne et laotienne, de même que des représentants de la vieille communauté noire québécoise, ont accepté de prendre part à cet échange et d'y amener la réflexion qu'ils ont développée à partir de leur longue implication dans les projets et les problèmes des minorités. Tous ont tenu à souligner, cependant, que malgré leur longue expérience, ils ne pouvaient prétendre représenter l'ensemble de ces communautés, celles-ci étant diversifiées et en changement constant. Cependant, la réflexion qui suit représente bien, croyons-nous, l'état actuel de certains débats.

Il apparaîtra clairement, dans le déroulement de la conversation, que les minorités indistinctement regroupées sous l'expression « minorités visibles » ne vivent pas nécessairement les mêmes problèmes ou n'en sont pas forcément au même moment de leur intégration au pays d'accueil. L'histoire spécifique de chaque individu et de chaque communauté, le contexte de départ et d'arrivée des immigrants, la durée de séjour dans le pays d'accueil, la classe sociale (éducation, profession et revenu), l'âge et le sexe sont des facteurs qui influencent différemment l'intégration des individus et des collectivités.

Un mot sur les participants.

Lejacques Compère, qui a accepté d'organiser et d'animer cette table ronde, travaille présentement à l'Association pour la santé mentale du Québec, section Montréal, où il est chargé d'organiser des activités et rencontres permettant un meilleur service à la communauté haïtienne.

Léonel Bernard travaille à la Direction de la protection de la jeunesse et comme expert pour les juges. Il est en outre président de l'Association des praticiens sociaux haïtiens du Québec.

Evangelina Comperras a notamment travaillé à *La Maisonnée* comme agent éducatif. Elle œuvre depuis trente ans dans le champ du travail social, d'abord dans son pays d'origine, le Guatemala, puis au Mexique et au Québec.

Ricardo Gill travaille à Centraide et a été actif particulièrement dans le monde de l'éducation, où il a représenté la communauté noire anglophone.

Nathan Holderman travaille dans l'organisme *Youth in Motion,* auprès des jeunes de la communauté noire de la Petite-Bourgogne, quartier ouvrier de Montréal

Nguyên thi Phuoc travaille au Service d'interprètes et d'aide aux réfugiés indochinois (SIARI) et s'occupe d'alphabétisation des immigrants.

Phab Sanakhounphet est président de la Communauté laotienne du Québec.

Nora Solervicens, d'origine chilienne, travaille depuis sept ans à L'Hirondelle, organisme multiethnique qui a pour mission de faciliter l'intégration des immigrants dans la société québécoise.

Marjorie Villefranche travaille depuis dix ans à la Maison d'Haïti, où elle s'occupe plus particulièrement des dossiers des femmes et des jeunes.

Anne Laperrière travaille dans le champ des relations ethniques, au département de sociologie de l'Université du Québec à Montréal ; elle assistait à la table ronde en tant que coordonnatrice de ce numéro de la *Revue internationale d'action communautaire.*

La confrontation des valeurs dans l'adaptation des immigrants

Lejacques Compère : Première question : par rapport à la communauté ou aux communautés spécifiques que vous représentez, quelles sont les différences au niveau des valeurs entre la société d'origine, la communauté ethnique implantée ici au Québec et la société hôte du Québec ? Et qu'est-ce qui facilite ou rend difficile l'adaptation ?

Conditions d'immigration et adaptation

Evangelina Comperras : Dans le mouvement migratoire vers les pays de l'Occident on peut identifier deux types d'immigrants : l'immigrant volontaire, qui vient pour changer de vie, et le réfugié, qui vient pour sa vie. L'immigrant volontaire est déjà préparé mentalement à changer de société, à laisser derrière ses différences, et va avoir moins de problèmes. Il attend, pour immigrer, d'avoir du travail, un logement. Il émigre parce que tout le monde a le droit d'avoir une vie meilleure, de chercher à améliorer sa situation et celle de sa famille. Mais le vrai réfugié politique, parce qu'il perd sa famille, perd tout et arrive sans aucune préparation. Tous les immigrants ne sont donc pas dans la même situation. J'ai déjà immigré trois fois, et ça a été autant d'expériences différentes. Une première fois, j'ai immigré volontairement, puis comme mère de famille mariée à quelqu'un d'un autre pays, puis une troisième fois comme réfugiée politique. Chaque fois, j'avais quelque chose de différent en tête. Le choc culturel, tout le monde l'a, le volontaire comme le réfugié ; tout le monde aussi va vivre l'acculturation, parce que c'est difficile de rester isolé dans une société. L'acculturation va se faire naturellement, même si beaucoup vont garder certaines de leurs propres valeurs. La société québécoise évolue elle aussi à une vitesse incroyable, parce que c'est un pays économiquement développé.

Nora Solervicens : Moi, ça fait déjà seize ans que je suis au Québec, donc, évidemment, ma perception présente peut être différente de celle que je vous aurais donnée à mon arrivée : je ne suis plus capable de retourner à cent pour cent seize ans en arrière ! Aujourd'hui, ma perception est un mélange : je ne me sens plus Chilienne pure laine, et je ne serai jamais Québécoise pure laine. Je pense que c'est important de considérer mes propos dans ce contexte-là.

Individu et collectivité

En ce qui concerne les confrontations de valeurs entre société d'origine et société québécoise, d'abord, on vient d'une société où l'individu n'a de sens que par rapport à une collectivité. Tout se fait par rapport à des relations sociales, au groupe d'appartenance, au milieu familial, et on utilise rarement le « je » ; on utilise surtout le « nous » : le « je », c'est la représentation du « nous ». Lorsqu'on arrive ici, on a beaucoup de difficultés, on a tendance à toujours utiliser le « on », le « nous », et ça prend des années avant d'utiliser le « je » — je dis telle chose, je pense telle chose, je… Dans la communauté d'accueil, c'est un modèle très individualiste qui régit les relations sociales : le « je » prime sur le « nous », et on pense aux intérêts des individus avant de penser à ceux de la collectivité. Ça peut représenter une première source de difficultés pour travailler et vivre ensemble.

Autre différence, au Chili et dans la communauté chilienne, on se voit comme agent de changement, comme ayant un rôle à jouer dans la société. On a donc des difficultés à comprendre une société dans laquelle il y a une tendance à accepter la situation sociale, économique et politique.

Un autre modèle d'autorité

Les différences dans le modèle d'autorité sont une autre importante source de tensions. Dans la communauté chilienne, il y a une hiérarchie entre les parents ou les adultes et les enfants, entre les professeurs et les élèves. Le modèle d'autorité de la société d'accueil est plus horizontal, et tout ça joue, je crois, au niveau de l'estime de soi.

Des rapports sociaux différents

Quatrième opposition : la séparation entre le privé et le public. Dans la communauté chilienne, les relations sociales se font dans les maisons privées, pas dans les lieux publics. On invite ses relations — les amis, les professeurs, les autres copains — à la maison, chez soi, tandis que dans la société d'accueil, les relations sociales se déroulent en public, dans le milieu de travail ou à l'école, dans les restaurants ou les bars, mais rarement dans les maisons privées. C'est très rare qu'on soit invité à la maison d'une personne née ici, d'un Québécois de souche. Il y a une séparation entre le privé et le public assez marquée.

Les rapports qu'établissent les amis de nos enfants avec nous, les parents, sont aussi déroutants. Évidemment, je m'attendais à ce que les amis de mes enfants établissent avec moi des rapports semblables à ceux que j'établissais avec les parents de mes amis, à savoir qu'il y ait une espèce de déférence à mon égard, en tant qu'adulte… Mais ici, quand les amis de tes enfants téléphonent, ils ne te disent même pas bonjour ; quand ils viennent à la maison, ils entrent et ne te saluent même pas et quand ils partent, ils s'en vont sans rien te dire. On t'exclut en tant qu'adulte, dans ta propre maison. Évidemment, on ne comprend pas trop ces manières et ça choque. Ma voisine de palier, qui est Chilienne, a même mis une pancarte sur sa porte pour dire aux enfants « c'est pas difficile de dire bonjour » ! Donc, même le

type de rapports établis dans notre propre maison est très différent !

L'importance de l'éducation

Enfin, une autre différence réside dans l'importance accordée à l'éducation, à l'école et à la culture en général. Pour les Chiliens, acquérir des connaissances ne se fait pas seulement dans le but d'avoir un diplôme. C'est très important d'avoir des diplômes, mais la culture générale, savoir ce qui se passe dans le monde, être à jour sur tout, l'est également. Donc, on a un peu de difficultés quand on jase avec des personnes — même des jeunes diplômés ou des gens qui sont à l'école avec toi — qui ne lisent pas les journaux, qui ne sont pas intéressées...

Evangelina Comperras : Je ne crois pas à la division qu'on établit entre pays du Tiers monde et pays développés en ce qui concerne la culture parce que nous aussi, on a une culture, de l'éducation et de très bonnes valeurs. L'éducation n'est pas seulement le propre de quelques pays riches. Ici, malgré toute la richesse, il y a des personnes qui sont analphabètes.

Une communauté, plusieurs problématiques

Marjorie Villefranche : Mes réflexions sur la communauté haïtienne m'amènent d'abord à un constat : la communauté haïtienne n'est pas uniforme : il y a plutôt *des* communautés haïtiennes. La communauté immigre depuis trente ans et elle continue d'immigrer. On ne peut donc pas généraliser. La communauté qui est ici depuis un certain nombre d'années et celle qui vient d'arriver vivent des difficultés différentes. Nora Solervicens en a quand même bien brossé le tableau général. Certains aspects, comme l'opposition entre le collectif et l'individu, entre le public et le privé, sont extrêmement importants comme premières sources de différences. En général en Haïti, les choses se passent de manière collective et très souvent en public ; acquérir la notion même du « privé » ou essayer de penser à une espèce de famille beaucoup plus réduite est quelque chose de tout à fait différent. Le fait de vivre dans un univers clos plutôt qu'ouvert est donc déjà une différence importante. Tout comme il y a des communautés haïtiennes, il y a aussi des différences entre générations. La deuxième génération a déjà fait le tri parmi ses propres valeurs, a déjà éliminé une certaine quantité de choses et en a adopté d'autres qui viennent de la culture québécoise. Ce sont aussi des différences qu'on peut constater.

Le rapport à l'autorité est une autre source de difficultés et ce problème traverse toutes les générations. En Haïti, il y a des hiérarchies par rapport à l'âge, à la personne qui parle, aux classes sociales et ça, on arrive difficilement à s'en débarrasser. Par exemple, ce qui a choqué le plus mes enfants quand ils sont allés en Haïti, c'est que plus t'es petit moins t'as de droits, plus tu grandis plus tu en as. C'est une des choses qui choquent la deuxième génération, parce qu'ils continuent à subir cela. Ici, on n'établit pas certaines de ces hiérarchies. Cette absence de hiérarchie et cette façon de négocier pour essayer de trouver autre chose qui pourrait la remplacer choque les adultes. Toutes générations confondues, on a du mal à se débrouiller avec ce problème.

Valeurs et rôles familiaux

Léonel Bernard : Je vais essayer de regarder la situation de la différence culturelle à partir du champ dans lequel j'œuvre, celui de la protection de la jeunesse, et particulièrement par rapport au problème de l'application de la loi sur la protection de la jeunesse, problème qui prend la forme d'un conflit de valeurs entre la communauté haïtienne et les promoteurs de cette loi. En effet, dans son application, cette loi remet directement en cause l'autorité parentale ; et, pour la communauté haïtienne, c'est une souffrance extraordinaire. Dans la culture québécoise, l'éducation est centrée sur l'acquisition de l'autonomie de l'enfant, tandis que dans la culture haïtienne l'accent est plutôt mis sur la solidarité, à travers l'obéissance aux parents. La famille est considérée comme un bloc monolithique où l'autorité parentale est primordiale. Les pratiques éducatives, centrées sur l'obéissance, entrent donc en conflit avec les valeurs mises de l'avant par la communauté d'accueil à travers la loi sur la protection de la jeunesse, valeurs qui sont elles-mêmes davantage centrées sur l'autonomie. Mais j'ai aussi remarqué que cette différence d'attitudes entre familles haïtiennes et québécoises, qu'on peut interpréter comme une différence culturelle, a aussi une autre assise, socio-économique. Lors d'une émission télévisée de

Radio-Canada titrée « Au pays des enfants pauvres : Hochelaga-Maisonneuve » (quartier ouvrier de Montréal), on a pu voir que les parents québécois-français avaient envers la loi sur la protection de la jeunesse des réactions similaires à celles qu'ont souvent les parents haïtiens vis-à-vis de cette même loi. J'ai trouvé ça tout à fait intéressant, car cette similitude dans les réactions des parents haïtiens et québécois-français démontrait bien l'assise socio-économique des attitudes, en dépit des disparités culturelles.

Chaque fois que « l'autorité protectrice » — si je peux m'exprimer ainsi — intervient dans une famille haïtienne, il y a des effets importants. Les parents disent : « maintenant je ne peux plus parler avec mes enfants, je ne peux plus leur donner des ordres, je ne peux plus rien faire parce que si je le fais, je vais avoir des problèmes ». C'est une situation conflictuelle qui peut avoir des conséquences très dommageables pour les familles. Ce qu'elles pouvaient faire en termes d'interventions punitives devient de plus en plus dangereux ici, parce qu'il n'y a pas les mêmes soupapes. En Haïti, l'enfant connaît les mécanismes pour se défendre. Quand on intervient pour le punir il commence à crier et les voisins interviennent avant même que les parents ne commencent à sévir, alors qu'ici, il n'y a pas cette soupape, l'intervention se fait en vase clos.

Phuoc thi Nguyên : Nous, les Vietnamiens, avons subi une très forte influence chinoise, et notre morale est basée sur le confucianisme. La famille est quelque chose de très central et l'autorité parentale est sacrée. Les femmes ne sont rien par rapport aux hommes. C'est à cause de cela qu'il y a eu dans notre communauté un mouvement d'émancipation des femmes : nous pouvons maintenant aller à l'école et sortir un peu. Mais il reste que l'autorité parentale est très forte : les enfants ne peuvent pas donner leur opinion. Quand une grande personne parle, il faut que vous écoutiez. Les parents peuvent frapper leurs enfants, pas violemment, mais ils peuvent le faire. Dans les proverbes ou les chansons populaires, on dit que quand on aime, on donne des coups de rotin. Quand les parents viennent ici, ils ne savent pas que c'est interdit ; alors, certains continuent.

Au Vietnam, les gens qui vivent dans les grandes villes ont une certaine mentalité et les gens de la campagne en ont une autre. Après la chute de Saïgon, en 1975, les gens sont venus de partout ; alors même ici, dans notre communauté, on relève des différences. La mentalité du nord et celle du sud sont aussi différentes. Ici, par exemple, il y a des parents cultivés qui encadrent bien leurs enfants : les enfants peuvent étudier et entrer à l'université. Pour d'autres, tout est beau ici, tout est différent, et alors ils laissent leurs enfants imiter les gens d'ici. Ils sont plus individualistes et ils ne reprochent rien à leurs enfants : c'est pourquoi il y a toujours un conflit dans la famille. Alors, il ne savent plus quoi faire : ils ne peuvent plus retourner en arrière, parce que les enfants sont allés trop loin.

Comme Nora Solervicens l'a dit, chez nous aussi on dit qu'il faut choisir les amis et qu'il faut que les parents les connaissent. Mais il y a des parents qui doivent travailler et qui ne savent même pas ce que les enfants font à la maison en leur absence : c'est un problème. Et puis notre caractère est intraverti, tandis qu'ici, les gens sont extravertis. Dans les réunions, quand il y a trop de monde, les Vietnamiens se taisent et ne donnent pas leur opinion. Tout se passe dans la famille, on écoute plus qu'on ne parle. C'est peut-être pour ça que les Québécois n'ont pas une opinion très favorable de nous, étant plus extravertis et expansifs. Les Vietnamiens ne vous diront jamais non, parce que ce n'est pas poli de refuser. Mais il faut que vous compreniez leur attitude : quand ils ne veulent pas, ils ne refusent pas carrément. Mais les jeunes ont changé de mentalité, et quand ils disent non, c'est non.

Phab Sanakhounphet : Nous, de la communauté laotienne, suivons de près les relations entre parents et enfants. Les femmes laotiennes ne sortent pas beaucoup tandis que les enfants vont à l'école et sortent tous les jours retrouver des amis. À un moment donné, les relations entre les parents et les enfants se détériorent. En voici un exemple. Dernièrement, un père a frappé sa fille. Les enfants sortent avec des amis, vivent comme les gens d'ici et ils oublient la tradition. Le père lui avait dit qu'il ne fallait pas faire ça, que lorsqu'on aimait quelqu'un, il fallait l'amener à la maison pour parler et faire une demande en mariage. Mais la jeune fille a répondu qu'elle voulait sortir et vivre comme les autres ; alors, la chicane a pris. Le père a frappé sa fille et lui a dit que si elle sortait encore, il allait la tuer : c'était des menaces de mort. Mais on est pas chez nous, on est au Québec, et d'après la loi de la protection de la jeunesse, ce qu'a fait le père n'est pas bien. Alors il appelle la police et s'accuse d'avoir frappé sa fille. Les policiers l'ont amené au poste, où il y avait des policiers

asiatiques qui connaissaient le problème. Ils se sont expliqués, le père a avoué avoir frappé sa fille. Il a accepté qu'ici, ce n'était pas la même chose et le problème s'est réglé. La mentalité des Québécois de souche et la mentalité des Asiatiques ne sont pas les mêmes, il y a certaines différences. Ma communauté découvre ces différences. L'été dernier, grâce à des contrats avec le ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration, nous avons organisé des rencontres parents-enfants visant surtout les jeunes et portant sur les problèmes de drogue, de décrochage scolaire, sur le civisme. Nous essayons de faire en sorte que les parents et les enfants se comprennent mieux. On cherche quels sont les conflits entre parents et enfants pour les aider à s'en sortir. Mais comment voulez-vous que le problème se règle si les femmes et les personnes âgées refusent de sortir et de s'impliquer concrètement dans la société québécoise ?

La communauté noire : une communauté diversifiée

Nathan Holderman : Moi, je travaille avec des jeunes adolescents dans un centre de la Petite-Bourgogne, où une communauté noire est établie depuis très longtemps. Travailler avec des jeunes permet souvent de voir plus clairement les choses. Les jeunes ne sont pas portés à toujours réfléchir : ils réagissent à la société d'une façon franche et directe, parce qu'ils ne sont pas encore des adultes. Plus de 90 % des jeunes avec qui je travaille sont noirs, mais ils ne viennent pas tous du même endroit : certains viennent des Antilles, d'autres des États-Unis ou de la Nouvelle-Écosse, d'autres sont Québécois de souche, d'autres sont Africains, mais tous sont des noirs anglophones. Ceux qui ont immigré au Canada ont immédiatement été confrontés à des valeurs différentes, à l'influence de la société québécoise en général et à l'influence des États-Unis, à travers les médias et les vidéos ; alors, ils adoptent un peu les valeurs et le style de vie des jeunes noirs des grands centres urbains comme New York, Los Angeles, etc. Déjà là, il y a toute une confusion de valeurs : on peut sélectionner les valeurs qu'on aime et rejeter les autres. J'ai des jeunes qui sont des Québécois de souche, qui parlent anglais mais qui essaient d'afficher des valeurs jamaïcaines, qui assument la parole d'un Jamaïcain. J'ai des Jamaïcains qui ne veulent rien savoir des autres Jamaïcains et qui essaient de s'intégrer le plus vite possible, en laissant tomber leur accent et en parlant français. J'ai même des Haïtiens qui veulent être des Jamaïcains parce que, je ne sais pas, il n'y a pas assez de *reggae* en Haïti et que c'est maintenant populaire. Donc, c'est toute une confusion de valeurs. De l'extérieur, la société québécoise regarde tout ce monde en disant « vous êtes tous des noirs. » Mais nous, on ne voit pas ça comme ça. Ces jeunes ne s'entendent pas bien entre eux : les Jamaïcains ne veulent pas se tenir avec les Haïtiens, les jeunes Haïtiens ne veulent pas se tenir avec les Jamaïcains et les jeunes de Trinidad ne veulent se tenir avec personne d'autres qu'eux-mêmes. Ça crée des petits groupes dans le grand groupe et ça cause problème, car c'est difficile de faire des projets ensemble quand il y a au départ des conflits.

Même au niveau des adultes, ça cause des problèmes. Notre centre existe depuis trois ans. Avant il y avait le Negro Community Center, qui a été le premier à représenter les noirs anglophones du Québec venant des Antilles. Ils étaient venus s'établir à la Petite-Bourgogne et se sont impliqués dans le centre, ce qui a créé des conflits parce que les valeurs des noirs déjà établis ici étaient différentes. Les Antillais ont donc plié bagages pour aller s'établir à Notre-Dame-de-Grâce ou à Côte-des-Neiges. Aujourd'hui il n'y a plus de centre. Suite à cela, on a monté un petit centre pour les jeunes... Que les adultes ne puissent pas s'entendre et qu'ils préfèrent se séparer plutôt que de travailler ensemble à essayer de trouver des points et des valeurs en commun, c'est déjà un message pour les jeunes. Dans les communautés noires, on est finalement très individualiste ; nous n'avons pas trouvé le moyen de nous unir pour travailler sur nos points communs et nos différences.

Ricardo Gill : L'intervention de Nathan Holderman est très intéressante, parce que la différenciation qu'établissent les noirs entre eux paraît être une question d'âge. Quand je demande à mes enfants si leurs amis sont d'origine barbadienne, ils ne savent pas ; ils ne font pas la différence. Il n'y a pas beaucoup de noirs dans leur école, et les jeunes noirs cherchent la compagnie d'autres noirs.

L'intégration : quand la couleur efface la culture

Moi je suis noir. Quand je parle, je parle comme noir, anglophone, francophone ou allophone, peu importe. Je dis ça parce que c'est peut-être un peu dangereux de commencer à discuter les choses en termes de valeurs, parce qu'ici, à Montréal, au Québec, au Canada il y a des noirs depuis fort longtemps. On a une communauté à Montréal depuis 1900 ou même avant (Petite-Bourgogne). Je connais des gens de 90 ans qui ont reçu leur éducation ici et qui ont été éduqués aux mêmes valeurs que les autres, sauf que leurs petits-enfants expérimentent le même problème que les enfants des gens qui arrivent tout juste d'Haïti, de la Barbade ou de la Jamaïque.

Cela remet en question l'importance accordée aux valeurs : de mon point de vue, le problème se pose en termes de racisme et de pouvoir. Vous avez raison de dire que dans la communauté haïtienne, il y a les hiérarchies, sauf que ce qui touche tout le monde, c'est le racisme. J'ai des amis médecins, avocats, mais quand ils arrivent chez eux et que le téléphone sonne, par exemple, parce que leur enfant a eu des démêlés avec la police, ils réalisent que leur éducation ne compte pas. Quand vous faites une promenade rue Sainte-Catherine, vous êtes noir. Vous pouvez dire « Oh non non ! Moi je suis professeur d'université ! », ça ne change rien.

Qu'est-ce que c'est être québécois ou qu'est-ce que c'est la culture québécoise ? Marjorie Villefranche a dit des choses très intéressantes, par exemple sur la question de la hiérarchie. Mais après ? La culture est-elle un bon concept à utiliser pour analyser les choses ? Les gens qui viennent ici comme les Hongrois, les Tchèques, les Allemands, ils sont bien intégrés ; les gens d'Afrique du nord qui viennent ici travailler pour de grosses entreprises aussi. Il y a des blancs qui arrivent ici comme réfugiés et l'intégration se fait. Personne ne demande à leurs enfants de quel pays ils viennent. Les gens ont toujours demandé à mes enfants de quel pays, de quelle île ils venaient. Je dis à mes enfants de répondre qu'ils viennent de l'île de Montréal, parce que c'est une île et qu'ils sont nés ici. Ce sont des Montréalais de Montréal. Alors peut-être faut-il chercher un autre moyen de nommer le problème.

Un problème de culture ethnique ou de classe sociale ?

Léonel Bernard : Ce que je retiens de l'intervention précédente, c'est qu'on a tendance à voir de l'ethnicité derrière chaque différence, alors que l'exemple que j'ai donné tantôt — sur les réactions des parents d'Hochelaga-Maisonneuve par rapport à la loi sur la protection de la jeunesse — montrait que celles-ci étaient tout à fait similaires à des réactions qu'on a pu observer dans la communauté haïtienne par rapport à cette même loi. Dans l'interprétation des différences, on a tendance, à l'heure actuelle, à parler presque d'ethnies dangereuses, comme autrefois on parlait de classes sociales dangereuses. C'est intéressant de voir les différences culturelles, mais notre société est aussi très hiérarchisée au plan socio-économique ; dans notre démarche de réflexion, on ne peut donc pas éclipser cet aspect.

Le contexte de l'intégration, par delà les valeurs

Evangelina Comperras : À mon avis, l'entrave la plus importante à l'intégration, c'est la discrimination, et au premier chef, la loi canadienne de l'immigration. La loi de l'immigration a été faite pour avoir de la main-d'œuvre à bon prix pour faire le travail que les Canadiens et les Québécois ne voulaient pas faire, pas pour d'autres raisons. Aussi, la société québécoise vit dans l'insécurité, avec sa lutte pour la langue et l'indépendance. Enfin, on ne fait pas de différences entre les immigrants d'une même région, par exemple l'Amérique latine, alors qu'un Guatémaltèque, par exemple, est très différent de ressortissants d'autres pays. Il ne faut pas oublier qu'en Amérique latine, il y a les Indiens et les Européens, et beaucoup de discrimination à l'endroit des premiers ; nous ne formons pas une « communauté latino-américaine ».

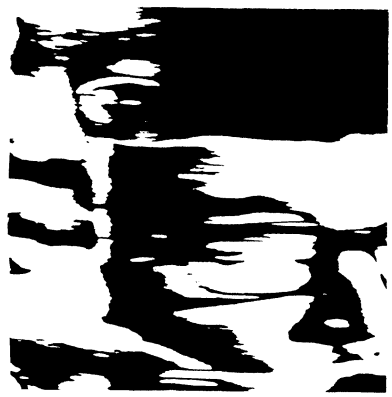
Nora Solervicens : Il y a un courant culturaliste qui a tendance à tout examiner d'un point de vue culturel, mais je pense que l'intégration dépend aussi beaucoup du contexte, des conditions objectives qui permettent ou ne permettent pas de s'insérer. Dans le processus d'intégration entrent en jeu l'image qu'on se fait de soi-même et l'image de soi que nous reflète la société d'accueil. Parmi les éléments qui ont facilité le processus d'intégration des Chiliens entre 1973 et 1977, il y avait la conjoncture que le Québec vivait. On croyait encore que la croissance économique était possible, les Chiliens ne se sentaient donc pas rejetés comme des voleurs de jobs ; c'était encore possible de se trouver un emploi. Au niveau politique, on est arrivé à une époque où les gouvernements venaient de lancer un appel pour les Asiatiques. Il y avait une campagne de sensibilisation à l'égard des réfugiés et on était, nous aussi, des réfugiés. Il y avait aussi des

programmes de sélection de réfugiés au Chili et je pense que ça a aidé. Dans la population québécoise, il y avait des groupes de solidarité à l'égard des Chiliens, des mobilisations pour les droits humains et pour ceux des Chiliens. Il y avait un courant humanitaire. On a trouvé un Québec politisé. Venant nous aussi d'une société très politisée, on sentait qu'il y avait des correspondances. Des membres de syndicats avaient trouvé des syndicats, il y avait différents partis politiques, il y avait aussi une gauche au Québec, il ne faut pas l'oublier ; les réfugiés chiliens étaient évidemment tous de gauche. Il y avait donc tout un contexte social dans lequel on croyait qu'il était possible de s'insérer, et il y avait des attentes par rapport à ça.

Un élément qui a aussi, d'un certain point de vue, facilité l'intégration était l'hétérogénéité de la société québécoise, la présence des autres immigrants. Le message qu'on recevait est que c'était possible d'être différent. Après, on commencé à nuancer tout ça, mais au début, quand tu arrives, tu n'es pas capable de nuancer. Je dirais donc que l'image du collectif québécois par rapport à un autre collectif, le collectif chilien, était positive et on avait l'impression d'être accepté. Il y avait beaucoup de groupes à l'époque — des partis politiques, des groupes de solidarité — qui nous ont invités à faire partie de leur réseau, et comme ça, on pouvait retrouver un certain rôle dans la société. On a d'abord été des Chiliens, puis notre identité collective s'est élargie à la communauté latino-américaine, puis à une communauté beaucoup plus large, celle des exilés en général.

La société québécoise peut être source de facilitation, mais aussi source d'obtacles. Peut-être que le caractère moderne de la société québécoise est un facteur de difficultés. Dans le cas des exilés, la longue attente avant d'être accepté comme réfugié développe un sentiment d'incertitude : on ne peut pas faire de projets d'avenir. Il y a aussi des difficultés au niveau de l'école. C'est pas facile de s'intégrer et d'avoir un rôle actif ; on se sent impuissant face à l'école et on dirait que les professeurs n'ont jamais le temps. On venait d'une société où les professeurs étaient tellement significatifs par rapport aux enfants, mais aussi par rapport aux parents, qu'ici, on a senti une coupure entre la famille et l'école. L'absence de liens dans le quartier et avec les voisins influence aussi l'image qu'on se fait de soi-même, qui commence à se détériorer parce qu'on ne nous dit même pas bonjour. Bref, à l'école, on ne se sent pas valorisé par les professeurs ; les voisins, on ne les connaît pas ; la vie de quartier, on ne sait pas ce que c'est.

La possibilité ou non d'intégrer le marché du travail est aussi très primordiale, parce que c'est un milieu de socialisation. Les réfugiés chiliens arrivés à partir de 1973 étaient, pour la plupart, des gens très scolarisés qui se retrouvaient, comme bon nombre d'immigrants probablement, dans des emplois qui ne correspondaient pas à leur formation. Tout ça dévalorise la personne. Une autre difficulté aussi est le logement. On a accès à des logements qui ne sont pas faits pour y vivre : la dynamique familiale change beaucoup si on habite dans un petit appartement où on ne peut pas faire de bruit, où les enfants ne peuvent pas se développer, ne peuvent pas courir ni jouer parce qu'il y a des voisins qui frappent quand on fait trop de bruit. Ce sont aussi des éléments qui rendent difficile l'adaptation.



Les stratégies d'intégration

Lejacques Compère : On pourrait maintenant aborder la question des stratégies psychologiques ou communautaires développées pour faire face aux problèmes d'adaptation ou d'intégration des minorités et voir également quels rôles peuvent jouer les communautés ethniques et la société d'accueil dans ce processus.

Participer aux processus décisionnels

Ricardo Gill : Toutes les choses qu'on a dites sur la culture sont très intéressantes, mais le point important reste le pouvoir, le racisme qu'on observe et le souvenir qu'on en garde. Je vais vous donner un exemple. Quand mes enfants ont commencé l'école, j'ai

voulu savoir ce qui s'y passait. On m'a demandé d'être membre du comité d'école. J'ai dit oui, mais quand j'ai commencé à faire des interventions, on n'était plus sûr de vouloir me garder, parce que je remettais en question trop de choses... Après un an, on m'a demandé de devenir secrétaire ; on pensait que si j'étais secrétaire, je ne pourrais pas parler. Mais ce n'était pas un problème pour moi. Après un certain temps, on m'a demandé de faire de la représentation externe, parce que si je faisais de la représentation externe, je ne pourrais pas rester là pour faire mes interventions ; mais j'ai fait les deux. Après on m'a demandé de devenir président de ce comité. Ça m'a donné une certaine expérience, alors j'ai décidé de me présenter comme commissaire ; je suis élu depuis six ans comme commissaire à la Commission des écoles protestantes du grand Montréal. Quand je suis arrivé là, j'ai réalisé qu'on avait besoin de différents représentants communautaires au niveau des commissions scolaires. Avant, on discutait des problèmes des noirs dans ces organisations sans connaissance réelle de ces problèmes. Il y avait aussi là un représentant de la communauté chinoise et un autre de la communauté haïtienne. On a essayé de travailler ensemble, et il y a eu des changements ! À cette commission scolaire, il y a aujourd'hui 18 ou 20 administrateurs originaires de minorités ethniques ; quand je suis arrivé là, il y en avait peut-être deux. Après un certain temps, autour de nous, on a commencé à comprendre ou à essayer de comprendre ce qu'on disait : moi je dis que c'est magnifique ! Il faut commencer à faire la même chose dans d'autres commission scolaires, et aussi à la ville, dans les partis provinciaux et fédéraux, parce que c'est là qu'on peut avoir une véritable influence, c'est à ce niveau-là qu'on peut faire des choses. Si on avait un certain nombre de représentants des communautés à l'hôtel de ville, on pourrait avoir plus de pouvoir, par exemple face aux policiers. Si on n'a pas d'*input* dans le processus décisionnel, on aura beau parler de toutes sortes de choses, le changement ne se fera que quand les autres le voudront. L'intervention à ce niveau, c'est la première étape vers le changement, et c'est seulement dans ce cadre-là que nos valeurs pourront influencer le changement.

Assurer la continuité dans la rupture

Nora Solervicens : Les stratégies des Chiliens étaient en lien avec leurs conditions objectives de départ et d'arrivée et visaient à assurer la continuité dans la rupture. Ces stratégies n'étaient pas conscientes : il n'y avait pas une conscience individuelle ou collective qui disait « voilà ce que je fais, ce que nous faisons maintenant ». Ces stratégies émergeaient de l'inconscience pour assurer la continuité de l'identité personnelle et collective dans la rupture, puisque l'immigration, c'est une rupture. Ces stratégies, pour ceux que j'ai côtoyés, c'était premièrement une reconstruction d'un tissu social pour faire face aux pertes subies : se refaire une famille élargie, un réseau d'amis, un réseau de voisinage. On se regroupait dans certains quartiers et par la suite, quand on comprenait un peu plus le fonctionnement d'ici, on mettait sur pied des coopératives d'habitation, d'abord pour résoudre le problème de logement, puis pour recréer le réseau de voisinage.

Une deuxième stratégie était liée à la reconstruction d'un rôle socio-politique. Je vous ai dit qu'on est né dans une société où on a une vision de l'individu avant tout comme une entité sociale, ayant un rôle socio-politique et économique à jouer. Des groupes culturels, sportifs, des organismes d'aide pour immigrants se sont formés, avec des Chiliens à leur tête. Les Chiliens se sont aussi impliqués dans des organismes politiques. Et comme la plupart recherchaient la continuité dans la rupture, on s'est occupé aussi d'assurer les liens avec la culture du pays d'origine ; on a organisé des groupes de solidarité et des soirées socio-culturelles pour ramasser de l'argent pour envoyer aux prisonniers politiques, pour aider les groupes de femmes d'un quartier, pour aider les enfants orphelins. Il y avait dans tout ça une connotation politique, de solidarité et d'entraide.

S'agissait-il de stratégies pour s'intégrer ? Non, je pense que c'était une stratégie d'identité, pour pouvoir dire moi je suis vivant, j'ai encore un rôle social, un rôle politique. Par la suite, beaucoup plus tard, il y a eu des Chiliens qui ont essayé de s'intégrer à des partis politiques. Dans Outremont, un Chilien a voulu se présenter comme candidat. Il n'a pas réussi, évidemment, parce que c'est différent faire partie d'un parti politique pour voter et faire partie d'un parti politique parce qu'on veut avoir une représentation, des pouvoirs, parce qu'on veut être député ou sénateur. C'est la limite du jeu démocratique : il ne faut pas vouloir prendre du pouvoir ; on veut que les minorités votent, mais pour les causes des autres.

Marjorie Villefranche : On retrouve beaucoup les mêmes exemples dans notre propre communauté. C'est étonnant que lors du premier tour de table,

quand on a parlé des difficultés avec la communauté, tout le monde a parlé des difficultés intérieures qu'on avait à prime abord face à la communauté, et pas du tout des difficultés extérieures. C'est vrai que les difficultés les plus intimes et prenantes sont celles que tu vis à l'intérieur de ta maison, de tes propres valeurs. Mais je crois qu'il y a d'autres types de difficultés qui sont tout à fait extérieures à nous. Le racisme, c'est quelque chose qu'on vit ici d'une manière permanente. On le vivait aussi dans notre pays d'origine... c'est quand même pas quelque chose qui était nouveau dans la communauté haïtienne. Quand je pense à la communauté québécoise, je pense à deux communautés : celle qui m'a accueillie, il y a de cela une trentaine d'années, et celle de maintenant. Est-ce que c'est parce que ma communauté a grossi que maintenant on me voit d'une manière autre que quand j'ai été accueillie ? L'évolution qui s'est faite à l'intérieur de la communauté québécoise a aussi heurté ma propre communauté.

La stratégie qu'on a développée a été d'essayer de reconstituer certaines valeurs et ce qui pouvait être notre tissu à nous là-bas, le groupe élargi, la famille élargie. Ça a été, à mon avis, la stratégie la plus importante de la communauté. On n'a qu'à prendre le bottin téléphonique, il y a plus de soixante-dix organismes et groupes haïtiens de toutes sortes. Ça veut donc dire que la communauté a développé certaines stratégies pour pouvoir survivre mais aussi pour pouvoir se retisser.

Une mise entre parenthèses

Léonel Bernard : Pour la communauté haïtienne, la première stratégie a été une mise entre parenthèses. Le mot immigré n'avait pas de sens réel pour les premiers Haïtiens qui sont arrivés ici, parce qu'ils se sont dit : nous sommes de passage, on vient et on retourne après. Les gens se sont dit : créons une parenthèse qui va nous permettre de vivre un moment difficile. La parenthèse a commencé à s'ouvrir avec le Bureau de la communauté chrétienne. Ce Bureau avait été fondé pour régler un certain nombre de problèmes que les gens avaient au niveau de l'immigration, pour régulariser leur situation dans le pays. Mais peut-on douter que la perspective du directeur de ce Bureau était d'attendre que la situation se règle en Haïti et que les gens retournent chez eux ? On ne pouvait pas réellement parler de stratégies d'intégration, c'était une forme de survie à l'intérieur d'une parenthèse. La communauté haïtienne a fait face à une contradiction à partir du moment où elle a commencé à avoir des problèmes avec ses jeunes, qui eux n'acceptent pas, ne comprennent pas ou ne peuvent pas concevoir une vie dans une parenthèse. Ce n'est que très récemment que la communauté s'est dit qu'il fallait créer un forum de discussion où plusieurs organismes communautaires s'assoiraient et se demanderaient ce qu'on peut faire pour aider nos jeunes à s'intégrer dans la société. C'est concrètement une première stratégie, qui doit tenir compte d'un fait absolument essentiel : ces jeunes sont dans une position triplement minoritaire, par leur âge, par leur culture et du fait qu'ils viennent, pour beaucoup, de familles socio-économiquement défavorisées. Ce n'est que récemment que la communauté haïtienne a commencé à faire des émissions de radio pour permettre aux gens de ventiler, de dire : qu'est-ce qu'on doit faire pour continuer à vivre ici, qu'est-ce qu'on doit faire pour aider nos jeunes à vivre mieux, à se sentir mieux dans leur peau, avec tout ce que ça comporte comme problèmes ? Les stratégies n'étaient pas du tout pareilles aux stratégies des Chiliens. La première stratégie, si on peut parler de stratégie, était une mise entre parenthèses.

Lejacques Compère : J'ajouterais très rapidement que c'était une mise entre parenthèses où il y avait des choses qui se faisaient mais qui paradoxalement contribuaient à une installation. À partir de 1986, il y a comme une évidence que toute la communauté haïtienne ne retournera pas en Haïti, justement parce que pendant les vingt ou dix dernières années, elle a mis en place des conditions objectives, que ce soit les enfants, un emploi ou une maison, qui viennent clarifier que cette parenthèse était, dans une certaine mesure, idéologique.

Marjorie Villefranche : Le lien avec Haïti est quelque chose qui n'est pas réglé, et tant et aussi longtemps que les choses ne seront pas réglées politiquement en Haïti, ce ne sera pas réglé pour nous ici non plus. Est-ce que ça va encore continuer à exister pour la deuxième et la troisième génération ? Les jeu-

nes ont aussi dû développer autre chose pour essayer de survivre.

Une deuxième génération : l'intégration dans l'égalité

La stratégie des jeunes a été de déblayer certaines choses, de garder cet aspect plus collectif pour pouvoir survivre, mais aussi de se dire : o.k., moi je ne peux pas toujours vivre hypothéqué en me disant qu'il y a un problème haïtien alors que je suis né ici et que, à part mon origine et mes parents qui n'arrêtent pas de parler d'Haïti vingt-quatre heures sur vingt-quatre, j'ai d'autres choses à vivre. Les stratégies que les jeunes développent ne sont pas les mêmes que celles des adultes de la première génération. Le fait que les jeunes se regroupent en gang, c'est aussi une stratégie de survie et c'est peut-être une des premières stratégies qu'ils ont développées pour pouvoir s'intégrer dans la société d'accueil. Ce n'est pas un modèle qui vient d'ailleurs, c'est un modèle d'ici qu'ils ont pris et qu'ils ont développé comme étant leur propre stratégie. Étant donné qu'il n'y a pas une communauté haïtienne, mais des communautés haïtiennes, je pense que les jeunes ont développé différentes stratégies d'intégration et de survie. La gang est une stratégie, mais il y en a d'autres : certains ne veulent plus rien savoir de la communauté haïtienne, d'autres restent accrochés à la communauté. Par contre, la deuxième génération fait bloc face aux manifestations racistes : elles ne sont absolument pas tolérées, les jeunes ne veulent plus rien savoir de ça. Alors que nous on va dire : bon ça va, je viens d'arriver… On va essayer de trouver une explication, tandis qu'eux, ils ne veulent pas trouver d'explication. Alors que nous, on tolérait plus ou moins cette intolérance en se disant : ah, c'est un imbécile, je ne m'en occupe pas, eux ne la tolèrent pas du tout.

Lejacques Compère : C'est l'intolérance vis-à-vis de l'intolérance.

Marjorie Villefranche : Totale.

Prendre en mains son avenir

Nathan Holderman : Si vous prenez la décision de rester ici, il faut en accepter les conséquences et les responsabilités et faire face au défi. La communauté noire anglophone est très diversifiée, par la couleur, les cultures et la langue. Un premier défi se pose à chacun de nous, à notre estime de soi quand on ne se sent pas accepté. Je l'observe chez les jeunes qui ne se voient pas représentés dans la société, chez les professeurs, les autorités ou la police ou même chez les travailleurs : ils voient les jeunes gens de leur communauté traîner sur la rue… Tout ça ne leur donne pas une image positive d'eux-mêmes. Les jeunes n'aiment pas aller à l'école et pour les amener à étudier, il faut les pousser. Mais si vous ne pouvez leur donner une vision positive de leur avenir, comment pouvez-vous les convaincre de faire tout ce travail à l'école ? C'est pour ça qu'un gros pourcentage de jeunes décrocheurs proviennent de la communauté noire : beaucoup de jeunes noirs veulent tout laisser tomber et ne veulent plus de responsabilités parce qu'ils n'ont pas de but concret, atteignable auquel s'accrocher.

À force de parler avec eux, j'ai pu les comprendre, et ça les a encouragés à venir à des cours deux fois par semaine. Il n'y a pas un jeune qui ait manqué mes cours… C'était bizarre, parce qu'il s'agissait de ces jeunes-là mêmes qui traînaient, qui ne voulaient pas assister aux autres classes. Alors pourquoi venaient-ils dans ma classe parler de leurs problèmes ? Ils venaient parce qu'ils voulaient s'aider, mais c'était un gros défi pour eux, mais on ne leur avait pas donné les bons outils pour y faire face. Moi, si j'ai réussi, c'est parce que mes parents m'ont donné une bonne poussée ; autrement, moi aussi, je serais resté à jouer au basket dans la rue. C'est important que la communauté se penche sur ce qu'elle peut faire pour encourager les jeunes, pour leur donner des armes pour faire face à ce défi. Dans la communauté noire anglophone, c'est évident que le défi est plus grand parce que si tu parles seulement l'anglais, c'est pas évident que tu vas trouver un bon emploi, que tu vas pouvoir grimper cette échelle et faire des changements pour les autres de ta communauté. Ceux qui ont la chance de se trouver de bons emplois, on ne les voit plus ; ils s'intègrent dans une autre société, ils ne veulent plus rien savoir de leurs origines. Ça donne un message aux jeunes : si tu veux avoir du succès, il faut tout laisser, partir et ne plus revenir dans ta communauté.

Anne Laperrière : Qu'est-ce que vous faites concrètement dans vos cours pour encourager les jeunes ?

Nathan Holderman : On parle de leurs problèmes et on essaie de mettre tout ça en perspective. Ils sont ici au Canada, ils ne peuvent pas retourner dans leur pays d'origine, alors, que faire pour apporter des changements ? Je leur dis que l'éducation est une des seules manières d'y arriver. Vous ne pouvez pas lâcher l'école et penser vivre la belle vie qu'on voit à la télé, c'est impossible. Il y a juste un Michael Jordan et un M. C. Hammer. Il faut avoir un plan et être réaliste. Il n'y a

pas beaucoup de modèles dans les familles : beaucoup de jeunes vivent des situations monoparentales, ils ne connaissent pas leur père... J'ai essayé de leur dire qu'on peut quand même faire des choses positives ; même si vous êtes dans une situation qui n'est pas idéale, il faut quand même avancer. J'essaye de mettre l'accent sur des choses qu'ils aiment faire comme pour leur dire, « vous voyez, on peut se sentir bien à faire du travail ensemble, à réaliser des projets ». Je leur dis qu'un défi, c'est comme grimper une montagne, il faut choisir la plus haute. Ça va prendre plus de temps, mais quand vous serez arrivés en haut, vous serez en meilleure forme que celui qui a pris la petite montagne, la voie plus facile. J'essaye aussi de faire des choses qu'ils connaissent et qu'ils aiment faire, comme des sports. Souvent, on ne sait pas comment communiquer avec les jeunes, on communique dans notre langue et on oublie que c'est une génération qui a beaucoup changé : on ne peut pas adopter les mêmes manières pour leur parler, ils ne nous écouteront pas, même si on a de bonnes intentions.

Une identité à raffermir

Ricardo Gill : Pour discuter intégration, il faut être sûr de son identité. Madame Phuoc a parlé de Confucius pour les Vietnamiens. Moi, quand je me demande par qui j'ai été influencé, je ne peux pas dire « c'est Confucius » ou « c'est Jésus Christ ». Ma fille est présentement à la Barbade ; elle dit qu'elle veut retrouver ses racines. À l'école, quand on demande aux enfants de faire leur arbre généalogique, tous les enfants peuvent retracer leur pays d'origine, la France ou l'Angleterre, mais mes enfants doivent arrêter en 1834, qui est la date de la libération des noirs, où on les a reconnus comme des personnes. Toutes sortes de choses de ce genre arrivent aux petits enfants à l'école. Pour que ces enfants développent leur propre estime de soi, il y a différentes choses à faire : peut-être, affirmer notre différence communautaire, parce qu'on a aussi une histoire riche. Il le faut, sinon on va se définir à partir de toutes les images négatives qu'ont de nous les gens.

Affirmer son identité, c'est important, mais il faut faire la même chose au niveau du pouvoir, parce que quand on a du pouvoir, on est privilégié, on peut échanger. J'ai en tête la manière dont la communauté juive s'est développée ici, le type de pouvoir économique et politique qu'elle a développé. Si on n'a pas ces choses-là, on va continuer à être marginalisés. Il faut trouver des moyens de combattre cette marginalité et de favoriser l'estime de soi des jeunes, si on veut avoir une véritable intégration plutôt qu'une assimilation.

Léonel Bernard : Découvrir sa propre identité, c'est important par rapport à la question de l'intégration : l'identité est importante pour se raffermir face au racisme. Par exemple, on a constaté, chez les jeunes Maghrébins en France, que les jeunes qui ont le moins de difficultés à s'intégrer sont ceux qui restent le plus attachés à leur culture d'origine, mais sans nécessairement refuser la culture de la société d'accueil. Mon collègue a parlé d'une image positive et de buts difficiles à atteindre... Ici, dans la communauté noire, et dans l'histoire des noirs, il y a des modèles, sauf qu'on dirait que la société d'accueil n'est pas intéressée à les faire voir, et pourtant, on est dans une société visuelle. Pourquoi nos jeunes s'intéressent-ils à la culture américaine ? C'est parce que la télévision leur donne accès à cette culture très facilement. Qu'est-ce qu'ils voient ? Ils voient des choses qui n'ont aucun rapport avec leur vie quotidienne et parfois, ils vont imiter ces choses. Il suffit qu'un film sorte aux États-Unis où figure une bande organisée de telle façon, pour que quelques mois ou quelques semaines après la projection du film ici, on voie apparaître à peu près le même type d'organisation. Pourquoi ? Parce que c'est une image qui est disponible et facilement accessible, alors qu'il y a d'autres images positives de personnes des communautés noires ou d'autres communautés minoritaires qui ne sont pas montrées. Du côté de la société d'accueil, il faudrait, comme stratégie, faire prendre conscience aux médias de leur responsabilité par rapport à cette situation. Comme le disait Ricardo Gill, nous avons aussi la responsabilité d'accéder à ces médias, de les forcer à changer leur façon de procéder et les images qu'ils nous montrent. La seule façon, c'est d'avoir le pouvoir de le faire.

Les Vietnamiens : des stratégies diversifiées

Phuoc thi Nguyên : Dans notre communauté, il y a différen-

tes stratégies d'intégration. Certaines personnes ne veulent rien savoir et s'éloignent de la communauté vietnamienne, alors que d'autres veulent enseigner à leurs enfants leurs origines et veulent que leurs enfants comprennent ce qu'est le Viêtnam. Ils veulent faire voyager leurs enfants au Viêtnam pour qu'ils voient la différence dans le mode de vie et dans la mentalité, alors que d'autres ne veulent pas retourner, tant et aussi longtemps que le communisme est encore là. C'est ça nos stratégies.

Anne Laperrière : Est-ce que cette situation a les mêmes effets que pour la communauté haïtienne ? Conduit-elle à une mise entre parenthèses qui amènerait la communauté ou les individus à ne pas penser en termes d'intégration, mais à attendre que les communistes s'en aillent, ou bien pense-t-on à des stratégies pour s'intégrer ici ? Et puis, est-ce qu'il y a des différences entre les enfants et les parents ?

Phuoc thi Nguyên : Les enfants ne connaissent rien du pays d'origine : ils sont Québécois, ils sont ici, ils parlent la langue, ils n'ont pas de difficultés. Mais les parents constatent qu'ils ont perdu leur culture d'origine, et ils veulent qu'ils retournent au pays pour la comprendre un peu, pour voir la parenté. Aussi, nous vivions dans un environnement où tout le monde se connaissait, tandis qu'ici, nous sommes toujours, toujours, dans l'appartement : les adultes et les personnes âgées se sentent tristes et seuls. Et lorsqu'ils sortent dans la rue et ne comprennent ni le français, ni l'anglais : c'est très difficile. Les enfants ne sont pas toujours là pour faire les interprètes. L'Association des Vietnamiens organise des sorties ou des réunions pour que les personnes âgées se rencontrent et échangent sur leurs idées, leurs émotions. Elles en sortent moins tristes, mais elles pensent toujours au pays.

Pour ce qui est de la langue, au Viêtnam, sous la domination française, nous avions deux programmes parallèles, un pour l'élite, en français, qui ressemblait aux programmes d'immersion ici : on apprenait tout en français et les examens étaient donnés par la France, alors on n'a pas rencontré de difficultés en venant ici. Pour les autres, c'était le programme vietnamien. La plupart des jeunes qui ont été formés dans ce programme ont opté pour l'anglais, amené par la venue des Américains, après les Français : la jeune génération parle donc plutôt l'anglais, à l'exception de ceux qui viennent au Québec et apprennent le français.

Le racisme et les Asiatiques du sud-est

Lejacques Compère : Est-ce que le racisme est une réalité qui pose problème à la communauté vietnamienne d'ici et si oui, comment est-ce que vous transigez avec lui ?

Phuoc thi Nguyên : On ne sait pas exactement quels sont ces problèmes, s'ils existent, et on n'a pas de faits précis. Par exemple, on soupçonne que certaines personnes se font peut-être refuser des emplois par racisme, mais on n'a pas de faits précis. Les enfants ne parlent pas de racisme mais certains des plus jeunes ne se sentent pas à l'aise, pas acceptés quand ils jouent avec les autres, et préfèrent se tenir entre Vietnamiens.

Anne Laperrière : Les jeunes Vietnamiens qu'on a interviewés à l'école secondaire lors d'une recherche ne nous parlent pas de racisme non plus. Les jeunes des autres groupes ethniques croient qu'ils se tiennent entre eux tout simplement parce qu'ils sont gênés, ou plus à l'aise entre eux. Quant aux Vietnamiens eux-mêmes, ils avaient surtout des amis de même origine, mais on a pu observer chez eux plusieurs types de stratégies d'intégration : soit qu'ils s'identifiaient à la culture vietnamienne, ou pas du tout, ou encore, ce qui était plus fréquent, qu'ils faisaient des mélanges, apprenant, par exemple, la langue française et les normes de la société québécoise pour bien y fonctionner, mais gardant les valeurs familiales vietnamiennes. D'autres optaient plus nettement pour un métissage de ce qu'ils retenaient de meilleur des valeurs vietnamiennes et québécoises.

Phab Sanakhounphet : Personnellement, je ne vois pas grand-chose jusqu'à présent sur le racisme. On travaille beaucoup en ce sens-là mais comme madame Phuoc l'a dit, on n'a pas encore cerné les faits. Cette année, ma communauté travaille dans un programme de relations intercommunautaires en vue d'intervenir à ce niveau, pour développer de meilleures relations culturelles entre les groupes et développer des approches pédagogiques, puis économiques, pour favoriser l'intégration à l'école et sur le marché du travail.

Lejacques Compère : Dans l'ensemble, ce que je comprends c'est qu'il y a des choses que vous observez en termes de distance, mais que vous ne voulez pas maintenant nommer comme étant du racisme ; vous en cherchez peut-être de meilleures définitions et une meilleure compréhension, en termes d'isolement ou de rejet.

Les différents types de racisme

Ricardo Gill : Quand je discute de racisme, je ne considère

pas les insultes qu'on crie sur la rue : ce n'est peut-être pas du racisme, tout comme certains exemples concernant les enfants. Mais quand on est dans l'autobus et qu'on réalise qu'il est plein de gens et qu'il n'y a qu'une place vide, à côté d'un noir ou d'un Asiatique, on peut conclure à une forme de racisme. Le racisme, c'est aussi le racisme institutionnalisé et c'est ce racisme qu'il faut d'abord essayer de combattre. Je vais vous donner un exemple. Dans les commissions scolaires, il n'y a qu'une toute petite représentation des noirs et des Asiatiques parmi les employés, tout comme autrefois il n'y avait pas de femmes représentées à certains niveaux de pouvoir. C'est que la plupart du temps le candidat ou la candidate n'est pas du même groupe (ethnique, sexuel) que la personne qui embauche. Si vous saviez le nombre de gens qui sont rejetés à cause de secrétaires, de réceptionnistes qui décident qu'ils n'ont pas la tête de l'emploi…

Ce sont ces formes de racisme très subtiles qui me préoccupent. Les gens qui m'insultent dans la rue, ce n'est pas mon problème. L'accès égal à l'emploi est un problème beaucoup plus important, ou encore, l'ethnocentrisme européen du curriculum scolaire. Quand des gens de France ou d'Angleterre écrivent quelque chose, c'est un classique ; si c'est quelqu'un d'Afrique ou d'autres continents, ce ne l'est pas. Même chose pour la musique, il y a toutes sortes de formes d'exclusion. Je pense qu'il faut se centrer sur ce type de racisme. Avant on disait *éducation interculturelle,* aujourd'hui, on dit éducation *antiraciste.* David Lewis a préparé un rapport pour le gouvernement de l'Ontario qui décrit une situation très semblable à celle du Québec : il souligne que la discrimination s'exerce à l'encontre de tous les immigrants, mais qu'elle est plus manifeste à l'endroit des noirs. Parfois, je lis des articles tellement stéréotypés que je me demande : mais pourquoi écrivent-ils donc de telles choses ? Vous verrez, au fur et à mesure que les Asiatiques seront plus nombreux dans notre société, on verra de plus en plus d'écrits renforçant les stéréotypes à leur endroit. Aujourd'hui, la question n'est plus de savoir si le racisme existe ou n'existe pas : et le grand public et les médias reconnaissent maintenant que ça existe et des études peuvent même vous dire comment il va évoluer !

Nora Solervicens : Je suis d'accord avec vous qu'il faut regarder la discrimination structurelle de façon à établir des structures égalitaires à tous les paliers de la société. Mais je pense qu'il faut aussi le considérer sur le plan individuel, parce que nous y avons plus d'emprise. Je crois que la discrimination et le racisme, en tant que gestes individuels posés par une personne à l'égard d'une autre, n'ont pas la même connotation qu'un geste discriminatoire ou de racisme organisé. Et je pense que si nous sommes plus préoccupés aujourd'hui qu'avant par la question du racisme, c'est parce qu'aujourd'hui, il existe des mouvements racistes organisés. Pour moi, une personne raciste, c'est beaucoup plus dangereux qu'un voisin qui ne me dit pas bonjour. Je pense qu'en tant qu'individus et citoyens, nous devons essayer d'agir à deux niveaux : je peux agir sur l'individu d'à côté qui est un voisin, je peux aussi m'insérer dans une structure qui aurait assez de pouvoir pour changer la question structurelle.

Vous dites qu'aujourd'hui tout le monde dit qu'il y a du racisme, mais par contre il y a tout un mouvement intellectuel qui refuse de parler de racisme, parce que les races n'existent pas. Je pense que c'est dangereux. Premièrement parce que le racisme, lui, existe et parce qu'être noir ou asiatique, c'est tout à fait différent que d'être blanc dans notre société. Ici, en Amérique du Nord, on essaie de nier la différence, mais en niant la différence, on ne peut agir sur les différences. Nous faisons partie d'une société dans laquelle on recherche le semblable. Si vous regardez le journal *Voir,* dans la colonne des rencontres, on dit « homme recherche homme, femme recherche femme, femme qui aime la bicyclette cherche femme qui aime la bicyclette, homme qui aime le sport recherche homme qui aime le sport ». On est de moins en moins ouvert à la différence, et pour moi, c'est un danger. Notre différence existe à plusieurs niveaux : au niveau de la situation qu'on occupe dans la société, des races, des classes sociales, etc. Si nous le nions, nous ne pourrons jamais nous attaquer aux discriminations individuelles et collectives qui leur sont liées.

Il nous faudrait une autre table ronde pour parler de façon spécifique des jeunes, parce qu'aujourd'hui, nous sommes

dans un tournant au niveau de la société québécoise et nord-américaine : c'est fini la société du progrès et la société de croissance. La société que certains théoriciens nous promettaient, la société des loisirs, ne correspond pas du tout à la société de chômage que nous avons finalement, et c'est très difficile d'imaginer quelque chose de différent. Il faut donc rebâtir un nouveau projet de société, une société qui va chercher l'entraide, la solidarité. Une société pluraliste qui ne serait plus divisée ethniquement et racialement. Pour pouvoir rebâtir cette société, il nous faut avoir des pouvoirs économiques, politiques et sociaux pour pouvoir partager la richesse collective, parce que c'est ça qui est en jeu.

Ricardo Gill : Je suis d'accord avec Nora Solervicens, je fais la distinction entre le racisme structurel et individuel et il faut intervenir aux deux niveaux. Et il y a aussi ce mouvement qui est venu des États-Unis pour former un groupe ici : *Heritage Front.* C'est un groupe dangereux, que beaucoup appuient, mais silencieusement, tranquillement. Il faut que tous les groupes fassent certaines pressions sur les différents paliers gouvernementaux pour éviter que ça ne se développe. J'ai déjà vécu ce type de choses en Hollande et en Angleterre pendant les années 1960 : ça commence lentement, mais si on ne fait rien, on va avoir de sérieux problèmes.

Léonel Bernard : Beaucoup de problèmes. [...] La « race » comme telle, c'est une construction sociale qui en avantage quelques-uns. Je suis plus à l'aise avec le terme discrimination — individuelle, directe ou systémique — qu'avec le terme « race », qui implique une différence « raciale », ou qui suppose un support génétique.

Lejacques Compère : Je voudrais faire une parenthèse par rapport à ce que Nora Solervicens a dit. C'est vrai qu'il y a plusieurs théoriciens qui nient les réalités raciales. Mais il y a quelque chose de fondamental dans cette démarche scientifique, qui est important pour combattre le racisme : c'est de combattre toute forme de hiérarchisation qui est basée sur certaines caractéristiques physiologiques ou s'est justifiée dans le passé à partir d'elles. On attribuait une réalité de fait aux catégories ainsi instituées. Mais si le rejet des catégories raciales doit aller jusqu'à nier les différences sociales qui en ont découlé, effectivement, ça introduit un biais qui est peut-être très dangereux.

Nora Solervicens : Bien sûr, c'est dans ce sens-là que j'en parlais.

Marjorie Villefranche : Pour reprendre ce que Ricardo Gill disait, effectivement, pour la communauté noire, il y a des manifestations individuelles de racisme ou d'intolérance et des manifestations qui sont vraiment institutionnalisées et collectives, c'est-à-dire qui relèvent de ce qu'une institution ou une société a pu faire pour brimer une collectivité. Mais pour les personnes qui vivent au quotidien et qui sont obligées de faire face à ces deux aspects, c'est parfois difficile de dire qu'on ne tient pas compte de l'individuel, qu'on va tenir compte de la collectivité. Qu'est-ce qui est le plus important ? Ricardo a dit : quand quelqu'un m'insulte sur la rue, je lui dis « bullshit », mais il y a des gens qui ne sont plus capables de supporter ça. C'est aussi insupportable pour eux individuellement que collectivement, quand ils vont chercher du travail et qu'ils sentent la pression de cette institution qui les refuse. Ils n'arrivent même plus à faire la différence entre un geste, une manifestation discriminatoire collective et une manifestation discriminatoire individualisée. Et les jeunes ne veulent plus qu'on leur parle de cette différence-là, parce que pour eux c'est la même chose, que tu les écœures dans la rue individuellement ou dans une classe.

La réaction contre l'anti-racisme

Par contre, ce que je trouve de plus en plus pernicieux, c'est le fait de ce « backlash ». Que ce soit ici, en Europe ou aux États-Unis, il y a eu une lutte de la communauté noire pour l'obtention des droits sociaux. Ça a vraiment été une lutte, pas à pas. J'apprends aux enfants que la moindre chose qu'ils voient un noir faire en Amérique, il a dû se battre pour le faire : rien ne lui a été donné. Il s'est battu pour aller à l'école, il s'est battu pour avoir droit à une propriété, il s'est battu pour entrer dans l'autobus, il s'est battu pour tout. Là, ça a l'air de quelque chose de normal, d'acquis. Il suffit d'introduire un noir dans un film pour se sentir « politically correct ». Le jeune, lui, y voit une espèce de frime, on a mis un noir, on a mis un Asiatique, on a mis un blanc donc tout le monde est content. Ce qui devient pernicieux, c'est que l'enfant oublie son histoire et oublie qu'on s'est battus pour arriver à ça. C'est la même chose dans le *show business.* Les noirs américains ont pris le *show business* pour eux, mais Louis Armstrong n'avait pas le droit de paraître à la télévision, il n'avait pas droit à un disque. Donc, c'est pas quelque chose d'acquis et c'est pas quelque chose qu'on peut utiliser comme une frime. C'est une lutte et c'est des gains qui ont fait qu'on est arrivés là.

Ce que je trouve dangereux, c'est cette espèce de culpabilité à rebours qu'on est en train de relancer aux jeunes. Très souvent, on dit au jeune « tu vois du racisme partout » ; le jeune finit par se culpabiliser en se disant « peut-être que je vois mal », et on finit par miner chaque jeune. Alors que oui, il y en a partout, et que ça n'a pas disparu. On écoute n'importe quelle émission et le discours est là. C'est pas pour nous faire plaisir qu'on a mis un noir dans un film, c'est parce qu'on s'est battus. Très souvent on oublie ça. Ça fait dix ans, ça fait vingt ans et on a déjà oublié.

Lejacques Compère : Il y a aussi tout un processus qui amène les gens à interpréter leur réalité d'une certaine façon. Il va y avoir par moments des faits qui, pris isolément, ne seraient peut-être pas du racisme, mais qui vont être interprétés comme étant du racisme parce qu'ils font partie d'un ensemble. Est-ce qu'on va isoler ce fait de toute la réalité ambiante dans laquelle les jeunes se retrouvent et évoluent pour le traiter différemment, ou bien est-ce qu'on va traiter le geste en regard du contexte social dans lequel il s'inscrit ? Le racisme est omniprésent, certes, dans le vécu de certains problèmes de la communauté noire, mais il modèle aussi, dans une certaine mesure, des interprétations qui, dans un autre contexte, ne se feraient pas en termes de racisme.

Nora Solervicens : Une dernière chose : le racisme ce n'est pas seulement la communauté noire qui le vit. Choisissez n'importe quelle école secondaire et regardez les gangs qui s'y forment : il y a la gang asiatique, la gang noire, etc. Et quand vous essayez de trouver un travail, si vous n'avez pas l'accent québécois, la bonne couleur de peau, de cheveux — regardez combien de femmes se font teindre les cheveux blonds — vous êtes discriminé. Et si vous n'avez pas d'expérience québécoise, vous n'avez pas de travail. Mais où la prendra-t-on, l'expérience québécoise ? Ce n'est pas seulement le noir qui est discriminé, nous sommes tous discriminés.

Lejacques Compère : En bref, le racisme et la discrimination, ça concerne tous les groupes minoritaires, et aussi l'avenir de la société en général. Et en ce moment de crise, il est particulièrement important de prévoir leur évolution et de les enrayer.

Notes

1 Ces chiffres sont tirés d'un document du Gouvernement du Québec, *Présentation graphique sur l'immigration et la population immigrée du Québec,* Montréal, Ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration, décembre 1991.

2 En 1961, le recensement ne dénombrait au Québec que 4287 noirs, émigrés des États-Unis au cours des deux derniers siècles. En 1951, il ne relevait que 1904 Chinois.